

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 9 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
(CENTRE)
NOR : *ASET0651252M*
IDCC : *1597*

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} novembre 2006.

Article 2

Par dérogation à l'article 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème des coefficients 150 à 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures par mois)	TAUX horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution : – position 1	150	1 256	8,28

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures par mois)	TAUX horaire minimal
- position 2	170	1 266	8,35
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 315	8,67
Niveau III Compagnons profession- nels :			
- position 1	210	1 420	9,36
- position 2	230	1 503	9,91
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
- position 1	250	1 588	10,47
- position 2	270	1 671	11,02

Nous rappelons qu'aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC (valeur au 1^{er} juillet 2006 : 1 254,28 €, soit 8,27 € horaire).

Article 3

Le présent barème de salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} novembre 2006.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Bourges, Chartres, Châteauroux, Tours, Blois et Orléans.

Fait à Orléans, le 9 octobre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFB région Centre ;
DRC-FFIE.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
Section fédérale Centre FO.